

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BOGOTÁ

N°45 – 11 novembre 2021.

En bref

Dans un rapport conjoint, l'Organisation Panaméricaine de la Santé (OPS) et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) ont rappelé l'importance des dépenses publiques de santé pour assurer une reprise économique durable dans la région. Les pays consacrent en moyenne un budget équivalent à 3,8 % du PIB au secteur de la santé en Amérique latine, alors que l'OMS recommande une moyenne de 6 %.

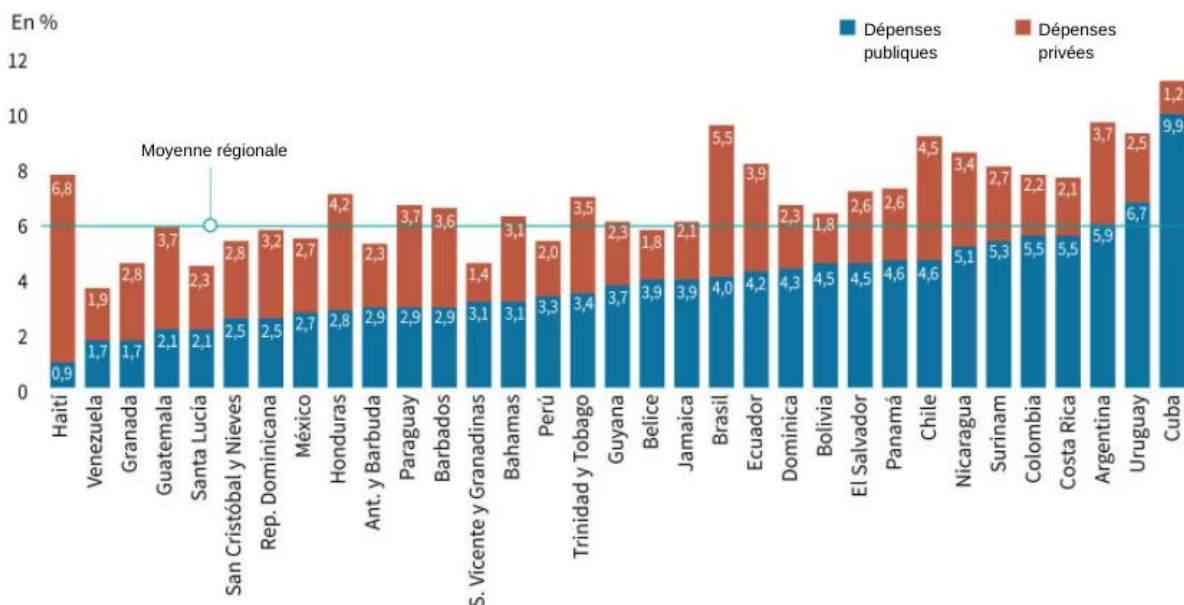
Dans la région, seuls deux pays dépassent les 6 % : Cuba et l'Uruguay. L'Argentine, le Costa Rica et la Colombie s'approchent des 6% recommandés mais la grande majorité des 49 pays et territoires de la région sont loin derrière. Alors que les dépenses totales de santé (publiques et privées) dépassent 2.000 USD par habitant à Cuba et en Uruguay, avec une part des dépenses publiques supérieure à 70% (proche de celle des pays de l'OCDE), elles sont inférieures à 500 USD en Haïti, au Honduras et au Venezuela, avec une part dans les dépenses publiques inférieure à 50%. Le rapport note que l'Amérique latine et les Caraïbes, région la plus inégalitaire au monde, a été également été la plus durement par la pandémie depuis l'apparition du premier cas dans la région en février 2020 : alors qu'elle ne représente que 8,4% de la population mondiale, elle représente près de 20% des infections signalées et environ 30% des décès dans le monde.

LE CHIFFRE À RETENIR

3,8%

C'est la moyenne des dépenses publiques de santé en pourcentage du PIB des économies d'Amérique latine et des Caraïbes.

Dépenses publiques et privées de santé en pourcentage du PIB (2020) :





BOLIVIE

YPFB peine à livrer l'Argentine en gaz naturel et s'expose à une pénalité de 2,5 MUSD.

Depuis le 22 octobre et selon Enargas, l'entité argentine de régulation du gaz, les injections de gaz naturel bolivien dans le réseau argentin ont été jusqu'à 30% inférieures au niveau convenu de 8 M m³/jour pour la période allant d'octobre à décembre 2021. L'Argentine réclame en conséquence 2,5 MUSD pour le non-respect du 5^e avenant au contrat «take or pay» avec la Bolivie, en vigueur depuis 2006. L'entreprise pétrolière bolivienne YPFB a quant à elle indiqué qu'une défaillance opérationnelle dans le champ Margarita opéré par Repsol serait à l'origine de la baisse de production, ce qui la mettrait à l'abri d'une pénalité. Cependant, au vu de l'épuisement des réserves et de l'absence de nouvelles mises en exploitations, la production bolivienne devrait continuer à diminuer, conduisant à une diminution des livraisons de gaz à l'Argentine ne devraient pas dépasser 5 M m³/jour de gaz naturel en 2023. Le contrat initial prévoyait à l'origine l'envoi de 21,3M m³/jour jusqu'en 2026, mais les parties se réunissent régulièrement pour négocier des avenants afin de tenir compte de la capacité de production bolivienne et de la demande argentine.

Les manifestations contre la «Ley madre» se succèdent.

Depuis le 8 novembre, les journées de manifestations nationales se succèdent contre la Loi 1386 dite «Ley madre», qui a pour objectif la lutte contre le blanchiment d'argent. Celle-ci donne à l'exécutif le pouvoir de légiférer par décret en matière de lutte anti-blanchiment et

d'enquêter sur toute transaction bancaire suspecte, quel que soit son montant. Les opposants à la loi estiment que celle-ci octroie un contrôle discrétionnaire à l'exécutif qui laisserait la porte ouverte à des persécutions politiques. Un grand nombre de travailleurs informels se sentent également visés par cette loi dans un pays où 85% de l'économie demeure informelle. Le gouvernement rejette cette opinion, et affirme ne viser que les activités illicites.

COLOMBIE

Le gouvernement revoit ses prévisions de croissance à la hausse pour 2021.

Le ministère des Finances colombien a revu ses prévisions de croissance à la hausse de 6% (lors de ses prévisions du mois de juin) à 8,5% désormais. Le ministre des Finances José Manuel Restrepo a souligné que "le processus de réactivation découle de plusieurs facteurs", au premier rang desquels l'augmentation de la demande intérieure, qui se manifeste par une très bonne performance de la consommation. Le chef du portefeuille du Trésor a également souligné la performance des exportations, notamment des exportations non minières et énergétiques, qui affichent ses meilleurs chiffres depuis plus d'une décennie.

L'inflation pourrait affecter les négociations sur le salaire minimum pour 2022.

Le gouvernement prévoit que l'inflation et la pénurie de conteneurs dans le monde pourraient affecter les négociations sur le salaire minimum qui doivent débiter le 26 novembre prochain



avec la Commission de concertation sur les salaires et la politique de travail. Avec des prévisions d'inflation élevée, - de l'ordre de 4,5 % selon le FMI en 2021, soit au-dessus de la fourchette cible de la Banque centrale fixée à 3 % -, le gouvernement s'est dit préoccupé par la perte de pouvoir d'achat des travailleurs. Il s'est néanmoins montré optimiste sur le nombre de création d'emplois dans les mois à venir et la hausse de la productivité du travail.

Rappi espère devenir une banque numérique en Colombie d'ici le début de l'année 2022.

L'application mobile de livraison Rappi espère obtenir l'autorisation réglementaire d'opérer comme banque numérique en Colombie au premier trimestre de l'année prochaine. RappiPay compte environ 750.000 utilisateurs dans le pays et a distribué plus de 120.000 cartes de crédit. Rappi propose en effet certains services financiers en Colombie, au Mexique, au Brésil, au Pérou et au Chili, qui varient en fonction de la réglementation de chaque pays, mais n'offre pas encore de services bancaires complets. En août, la société a levé un peu plus de 500 MUSD lors d'un tour de financement, élevant sa valorisation à 5,25 Mds USD.

Ecopetrol réalise au troisième trimestre 2021 les meilleurs bénéfices de la décennie.

Au troisième trimestre de l'année 2021, la compagnie pétrolière publique a enregistré des revenus de 6,01 Mds USD, et une marge EBITDA de 2,7 Mds USD, pour une production quotidienne de 683.600 barils, un chiffre en croissance de 3,5% par rapport au trimestre précédent. Ses bénéfices nets pour le troisième trimestre s'élèvent à 980 MUSD. L'évolution

favorable du cours du pétrole entre le deuxième et le troisième trimestre contribue fortement à ces résultats record, qui intègrent également, pour la première fois, la participation majoritaire d'Ecopetrol dans l'entreprise Interconexión Eléctrica (ISA), après un mois d'exploitation de la filiale rachetée en août 2021.

EQUATEUR

Le gouvernement met fin aux subventions pour les entreprises publiques.

Les subventions du gouvernement destinées aux entreprises publiques ont diminué de 99% entre le 1^{er} janvier 2018 et juillet 2021, s'établissant à 500.000 USD (contre 500 MUSD en 2018). Ces subventions permettaient à 13 entreprises publiques non rentables d'opérer et la réduction de ces transferts a notamment entraîné la liquidation de 11 de ces entreprises. Le gouvernement ouvrira des appels d'offres pour attribuer les concessions de ces sociétés au secteur privé. Les entreprises concernées sont les chemins de fer, la poste, la compagnie aérienne TAME et les médias publics.

Le Fonds Latino-Américain de Réserves décaisse un prêt de 308 MUSD.

Le Fonds Latino-Américain de Réserves (FLAR) a décaissé un prêt de 308 MUSD dans le cadre de sa participation au programme de stabilisation mis en place par le FMI (10,2 Mds USD sur une durée de 27 mois). Cette opération fait partie des engagements des multilatéraux envers le pays en 2021, qui s'élèvent à environ 4 Mds USD et qui doivent permettre au gouvernement



d'atteindre les objectifs budgétaires et de balance courante définis dans le cadre du programme.

PEROU

Pedro Castillo fait le bilan de ses 100 premiers jours et annonce ses prochaines mesures.

Le 10 novembre à Ayacucho, le Président Castillo a dressé un bilan des 100 premiers jours de son administration, au milieu d'une nouvelle crise politique à la suite du renvoi récent de hautes autorités militaires. Dans son discours, M. Castillo a souligné la création de 300.000 nouveaux emplois, la demande du gouvernement au Congrès du pouvoir de légiférer en matière fiscale, les progrès de la vaccination, et son souhait d'une renégociation des contrats avec le consortium exploitant le gaz de Camisea, présenté comme le début de la massification de la consommation du gaz péruvien. Le Président a également mis en avant le déblocage de grands projets, tels que l'hôpital Lorena et l'aéroport de Chinchero à Cusco. Le Président a aussi annoncé le retour des classes en présentiel pour les élèves à la rentrée de mars 2022, une prime temporaire de 17 USD pour les travailleurs formels gagnant moins de 2.000 PEN mensuels (soit 2,5 M de personnes) et la vente de l'avion présidentiel. Enfin, le Président a déclaré que l'organisation d'une Assemblée constituante est une demande populaire qui dépend du « peuple organisé ».

Le Pérou place des *bonds* dits « sociaux » pour 1 Md EUR sur les marchés financiers.

Le 11 novembre, le ministère de l'Economie et des Finances a émis ses premières obligations dites « sociales », en euros, pour un montant de 1 Md EUR à un taux de 1,95% et à échéance 2036. La demande pour cette émission a été de 2 Mds EUR, de la part de plus de 120 investisseurs constitués notamment de gestionnaires d'actifs (66%), de compagnies d'assurance (12%), de banques (7%) et de fonds de pension (4%), provenant principalement d'Europe (80%) et d'Amérique (14 %). Cette émission est destinée à financer des dépenses sociales pour l'accès au logement, l'éducation, l'emploi et la santé, au bénéfice de personnes en situation de vulnérabilité et des TPE et PME. Cette émission s'inscrit dans le « Cadre de l'obligation durable » (*Marco del Bono Sostenible*), dont fait également partie l'émission de 4 Mds USD d'obligations dites « durables » effectuées le 28 octobre.

VENEZUELA

Selon les chiffres officiels, l'inflation du mois d'octobre a baissé de 6,8 %.

Selon les données publiées par la Banque centrale vénézuélienne, l'inflation du mois d'octobre a baissé de 6,8% par rapport au mois de septembre. Plus en détails, le poste qui a le plus fortement augmenté en octobre est celui des communications, avec une hausse de 23,4%, soit plus de trois fois l'indice général. Viennent ensuite les services d'éducation avec 14,5% - un point de plus qu'en septembre -, les loisirs et la culture avec 12,5%, l'équipement ménager avec 10,8% et les services de logement, sauf le téléphone, avec une augmentation de 8,4%. En 2021, le FMI estime l'inflation au Venezuela à 2700%.



PdVSA a réduit son objectif de production journalière de pétrole.

La compagnie pétrolière publique PdVSA a réduit son objectif de production quotidienne de pétrole à 1 M de barils contre un objectif fixé à 1,5 M par le Président Nicolas Maduro au début de l'année 2021 (le potentiel du pays est estimé à 3 M de barils de pétrole/jour). En effet, la production pétrolière a été entravée au cours de l'année par une pénurie de naphte, un additif nécessaire à la dilution du pétrole brut. D'après les chiffres de l'OPEP, la production de pétrole pour les mois de septembre et octobre 2021 atteignait respectivement 527.000 et 756.000 barils par jour. En raison de ces résultats, inférieurs aux attentes, PdVSA a annoncé que l'objectif pour la période allant de 2022 à 2025 était désormais de se concentrer sur la récupération et la stabilisation de la production.

Le PIB du secteur privé vénézuélien pourrait terminer l'année avec une croissance à 2%.

Selon le président de Fedecámaras (la Fédération des chambres de commerce et de production du Venezuela), le PIB du secteur privé pourrait connaître une croissance en glissement annuel comprise entre 1 et 2% à la fin de l'année 2021 (le FMI estime de son côté que le Venezuela connaîtra une récession de l'ordre de 5% cette année). Cependant, les pénuries de carburant, la détérioration des services publics et le manque de crédit bancaire attribué aux entreprises sont autant de risques qui menacent les prévisions de croissance, précise Fedecamaras.

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 11 novembre 2021.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	520 553	43 784	18 985	1 597	0,7 M	6%	3,9 M	33%
Equateur	519 560	28 854	32 989	1 832	2,3 M	13%	10,3 M	57%
Colombie	5 021 619	97 282	127 640	2 473	9,5 M	18%	22,2 M	43%
Pérou	2 210 129	65 787	200 532	5 969	4,1 M	12%	15,8 M	47%
Venezuela	416 190	14 693	4 996	176	4,6 M	16%	9,2 M	32%
Am. du sud	38 607 547	n.d	1 174 084	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38,7	-8,8	5	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282,2	-6,8	7,6	-9,4	59,3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93,07	-7,8	2,8	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6,8	43,5	20,4	-5,6	36,9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188,4	-11	10	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2,8	-15,9	0,7	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27,9	42*	-30	-5	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45,3	382,7	-9,9	7,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211,4	1312,6	-4,1	5,2	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
CHILI	19,4	245,4	-5,8	11	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128,9	1133,2	-8,3	6,2	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

* dernière source FMI, certains analystes l'estiment à 26 Mds USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international